

Des travaux et des fouilles inédites vont être lancés au coeur de la Collégiale St-Vincent

La Collégiale de Soignies a besoin d'être entretenue, notamment dans sa partie la plus ancienne. Voici ce qui est prévu.

LORE THOUVENIN

La Collégiale Saint-Vincent domine le paysage sonégien depuis le XIe siècle. De style roman primitif, c'est un véritable bijou de patrimoine — d'ailleurs repris dans la liste des bâtiments classés au patrimoine culturel immobilier de Wallonie — qu'il convient d'entretenir régulièrement... Aujourd'hui, les autorités communales prévoient 72.235€ de travaux à l'intérieur de l'édifice.

fouilles archéologiques sera menée sous les conduites, dans l'une des parties les plus anciennes et encore méconnues de la Collégiale », annonce Fabienne Winckel. Il s'agit du chœur, particulièrement remarquable. Cette mission requiert l'expertise des services de l'archéologie du



« Une campagne de fouilles



La bourgmestre Fabienne Winckel (r-s) annonce la teneur des travaux. © D.L.

LA GAZETTE NOUVELLE

LE SOIR

RUGBY - D1

Soignies conserve son brevet d'invincibilité au terme d'un Clasico âprement disputé

Soignies a longtemps couru derrière le score dans le derby contre Frameries. Menés à la pause, les Carriers ont progressivement pris le jeu à leur compte pour finalement s'imposer en patron.

Les CPAS en difficulté pour encaisser l'impact de la réforme du chômage

MONS-CENTRE

Si des compensations fédérales sont prévues, il faut encore composer avec les exigences



con den CRA mar

Revue de presse du samedi 02 mai 2026

ROMAIN SCHREVENIS

Bis repetita pour les Verts qui remportent le Clasico alors qu'ils étaient menés au score à la pause, comme au match aller. Après deux mois de trêve, les Carriers ont entraîné à enclencher le turbo: «Nous avons changé pas mal de choses donc il fallait du temps pour se mettre au diapason. Il y a encore



pas spécialement inquiet. Il y avait une vraie sérénité dans le groupe. Nos adversaires étaient un peu fébriles par moments. Ça nous a permis d'obtenir plusieurs pénalités pour revenir au score.» Leaders avec huit points d'avance sur leur deuxième, les Carriers semblent en bonne voie pour terminer la saison la première place et accueillir une demi-finale

zone. Elle inquiète les demandeurs d'emploi de longue durée qui vont se trouver exclus, tout comme les CPAS qui s'attendent à voir affluer les demandeurs d'aide sociale.

La première phase de la réforme entre en vigueur au mois de janvier 2026. Le gouvernement fédéral a bien promis des compensa-

DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN

dant d'une part à devoir gérer un plus grand nombre de dossiers avec la réforme du chômage et comptant d'autre part sur des aides financières du fédéral, le CPAS de Frameries a demandé au CRAC l'autorisation d'engager du person-



Ca s'annonce compliqué pour les CPAS... © D.L.

Qua prés chai nées: gou pas prov pas tion

DH | **LES**
SPORTS⁺

Bouchez attaque frontalement le PS

BLÉGNY

Le MR fêtait son 1^{er} mai sur le site des anciens charbonnages, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. L'ambiance y était, déjà, celle d'une campagne électorale

Le choix du lieu accueillant la fête du 1^{er} mai du MR n'est jamais anodin. Sous la présidence de Georges-Louis Bouchez, une tendance lourde se dégage: les libéraux souhaitent se montrer dans les villes et les régions considérées comme des bastions de gauche.

Et cette année? Difficile de toucher davantage le prestigieux passé économique de la Wallonie: les militants et les élus libéraux se sont rassemblés sur l'ancien site minier de Blegny, au nord de Liège. Autre symbole fort: la commune de Blegny, après 47 ans de règne socialiste, a un bourgmestre MR - Jérôme Cochart - depuis 2024.

Car la stratégie qui a permis à Georges-Louis Bouchez et à ses troupes de remporter une victoire historique aux derniers scrutins reste en vigueur: occuper le terrain dans les régions marquées par la gauche, imposer la présence libérale là où elle est moins évidente. Le MR est le vrai parti du travail et des travailleurs, et non le PS, souhaite faire comprendre le président libéral. Cette ligne doctrinale a un nom: la "droite populaire".

■ "Petit-fils de mineur"

D'ailleurs, dès les premiers mots de son discours au pied des anciens charbonnages, "GLB" n'a laissé aucun doute: ses adversai-

res sont les socialistes. *"Certains se sont offusqués de notre présence, en ce 1^{er} mai, sur le site de Blegny. Son histoire ne serait pas la nôtre. J'ai même vu une députée socialiste, presque la larme à l'œil, expliquer que son grand-père était mineur. Mais Christie (Morreale), moi aussi, je suis le petit-fils d'un mineur!"* Il y a une semaine, l'ancienne ministre wallonne PS avait dénoncé *"l'indécence morale"* des libéraux dans leur choix du site de Blegny-Mine, *"symbole de la lutte ouvrière"*.

"Venir d'un milieu populaire n'oblige pas à la lutte des classes."

Ajoutant une couche de critique, le socialiste Ahmed Laaouej, ministre bruxellois, s'en est pris ce vendredi à *"la parade politique"* du MR sur le site mi-

nier où son père a travaillé durant 20 ans.

Depuis l'estrade, Georges-Louis Bouchez a assuré que le MR jouissait de toute sa légitimité dans ce genre de lieux de mémoire sociale. *"Venir d'un milieu populaire n'oblige pas à la lutte des classes. Au contraire, venir d'un milieu populaire, c'est avoir les valeurs du travail et de la responsabilité, ne pas se plaindre, lutter contre l'assistanat. À Blegny, les libéraux sont plus que jamais à leur place."*

■ Un "Big Deal" de la croissance

Défendant le bilan du MR dans les différents gouvernements, le patron des libéraux a prôné le retour à l'expansion économique, promettant un *"Big Deal"* de la croissance que ses ministres défendront auprès de leurs collègues. Sans ce retour à la prospérité, il sera notamment impossi-

ble de payer l'augmentation du coût des pensions, a assuré "GLB".

Georges-Louis Bouchez a également réclamé des économies dans les dépenses publiques: *"Moins d'État pour plus de pouvoir d'achat! J'entends déjà la gauche qui va dire que l'on va être moins bien soigné, qu'il y aura moins de policiers, que les services publics seront moins accessibles. Mais ce n'est pas ça, le 'moins d'État' que prône le MR, c'est lutter contre les abus en matière sociale, contre les faux malades... Le PS dit qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres. Je suis d'accord: il faut prendre à l'État et donner l'argent aux travailleurs et travailleuses."*

■ Magnette ciblé

Enfin, le président du MR a envoyé une flèche vers Paul Magnette, le président du PS, qui fêtait le 1^{er} mai au même moment à Charle-

roi, en raillant les propos enthousiastes de ce dernier à l'égard de l'action du gouvernement socialiste de Pedro Sanchez. *“Il va falloir l'appeler Pablo de Charleroi tant il est fan de l'Espagne. L'Espagne, ce pays où le salaire minimum est deux fois plus faible qu'en Belgique, ce pays où la corruption est partout dans le gouvernement. Cela doit rappeler des souvenirs à certains...”*

À trois ans des élections, le 1^{er} mai libéral avait déjà le ton d'un meeting de campagne.

Frédéric Chardon

“Le PS défera les mesures destructrices de la droite”

POLITIQUE

Le 1^{er} mai du PS était placé sous le signe de la “résistance” face aux mesures “des gouvernements de droite”. Focus

Quand on sera de retour au pouvoir, on défera les mesures de la droite: on reconstruira les droits, les salaires et les pensions et on refera des cantines scolaires!”, a clamé Paul Magnette devant près de 500 militants venus au 1^{er} mai national à l’Eden Charleroi. Les discours de Léa Cristens des JS, du bourgmestre carolo Thomas Dermine, de la députée fédérale Ludivine Dedonder et du président du PS ont tous tourné autour d’une thématique : la “résistance” face aux “gouvernements des droites”.

Très critiqué par les socialistes, c’est le MR qui en a le plus pris “plein la figure”. Pour Ludivine Dedonder, “ces fameux ingénieurs ont promis le plein-emploi et de prendre soin des gens, alors qu’ils baissent les pensions, prévoient des sauts d’index pour les salariés, virent des chômeurs par milliers... tout en creusant le déficit de l’État. On en rirait presque si ça n’était pas si dramatique. Par contre, ils sont forts uniquement pour s’en prendre aux faibles: pendant ce temps, ils exonèrent de cotisations sociales ceux qui gagnent plus

de 25.000 €/mois tout en disant que le pays est trop taxé alors que les riches, les banques, les géants du web et les multinationales énergétiques ne sont pas taxés.” Paul Magnette l’affirme: “Jamais depuis les années soixante, on n’a vu des attaques si violentes sur les droits, les travailleurs, les étudiants, les enseignants, les pensionnés, les chômeurs, les malades ou les invalides. Mais le PS est aux côtés des résistants et fait barrage, en faisant parfois reculer le gouvernement... et à chaque fois nous venons avec des contre-propositions: taxer les ultra-riches, la reconnaissance de la pénibilité de certains métiers, la création de 100 000 emplois.”

Les critiques envers les “bleus” ne se sont pas limi-



Paul Magnette, président du PS, à l’Eden Charleroi pour le 1^{er} mai national du Parti Socialiste. © BELGA

tées aux mesures. Le choix d’aller fêter le 1^{er} mai du MR à Blégny, “où le sol a bu le sang des mineurs, où nos ancêtres se sont battus pour leurs droits” a été décrit comme insultant. “Un cimetière n’est pas un lieu pour un brunch branché!”

Les partenaires du MR à la Région et au Fédéral, Les Engagés, n’ont pas été épargnés non plus. “À la limite, je leur en veux davantage”, a renchéri Thomas Dermine,

pourtant en majorité communale à Charleroi avec eux. “Parce que le MR, au moins, assume sa politique de droite qui vire de plus en plus à droite. Les Engagés, eux, sont coupables et complices. Ils avaient promis d’aider les soignants, les professeurs, les travailleurs culturels et sociaux. À la place, ils les poignent dans le dos. Ils participent au carnage, il ne faudra pas l’oublier.”

Jean van Kasteel

Chantier en 2029 pour finir la RN54

LOBBES-ERQUELINNES

Le gouvernement wallon veut avancer sur ce projet à 71 millions d'euros. Il a présenté un plan pour les prochaines années

La RN54 fait partie des “grands travaux inutilés” de Belgique: en 1987, il était prévu de relier Maubeuge (France) à Charleroi (Belgique). Mais côté belge, seuls deux tronçons ont été construits: de Charleroi à Lobbes, et 11 km plus loin à vol d'oiseau, d'Erquelettes à la frontière française. Entre les deux? Un “trou”, un chaînon manquant, qui dure depuis 40 ans. Depuis 2010, le gouvernement wallon a remis sur la table la construction de ce chaînon manquant... sans avancer.

Depuis deux ans, ça bouge. Un budget de 71 mil-

lions d'euros a été mis sur la table par le ministre Desquesnes. Objectif: démarrer les travaux en 2029. D'ici là, une série d'étapes administratives et de préparation restent à faire. C'est ce qu'il ressort de la réponse du ministre à une question de la députée Caroline Desalle (Engagés).

Un marché public va être lancé, englobant des études techniques et de génie civil, un plan d'expropriation (NB: des terres agricoles principalement), des études agro-environnementales pour l'aménagement foncier, et la préparation du permis d'urbanisme, sous

le régime du “permis gouvernemental”, une façon d'accélérer le côté administratif. Le gouvernement aimerait que la Sofico, en charge de ses autoroutes, puisse demander officiellement le permis en 2028 pour que le chantier puisse bien commencer en 2029.

Cette autoroute “jamais terminée” entre Charleroi et Maubeuge

Un budget de 3,2 millions d'euros est prévu pour l'achat des terres sur le tracé historique, remodelé depuis lors. Ce qui n'arrange pas les agriculteurs du coin: 350 parcelles sont concernées sur les communes d'Anderlues, Binche, Erquelettes, Estinnes, Fontaine-l'Evêque, Lobbes, Merbes-le-Château et Thuin.

La RN54 ne sera cependant pas une autoroute: c'est une route de 14 km, à deux bandes (une par sens), avec des ronds-points pour permettre de s'y engager, qui est prévue. Sans piste cyclable. L'objectif du ministre est de réduire les coûts et diminuer les expropriations nécessaires (de 140 ha à l'origine à 50 ha aujourd'hui).

Le chantier devrait commencer par la zone d'Erquelettes pour remonter petit à petit vers Charleroi.



■ Aujourd'hui, l'autoroute RN54 se termine d'un coup, avec un “trou” de 11 km entre Lobbes et Erquelettes. © AR. EDA

Jean van Kasteel



« LE GOUVERNEMENT WALLON STIGMATISE LES GRANDES VILLES COMME LA LOUVIÈRE »

La Fédération du Centre du parti socialiste a célébré la Fête du Travail à La Louvière. Le rassemblement a été l'occasion de discours engagés soulignant l'importance du travail, la défense des services publics, la solidarité...

LAURINE HANQUET

À l'occasion de la fête du travail, la Fédération du Centre du parti socialiste s'est exprimée lors d'un rassemblement à La Louvière, marqué par des prises de parole engagées autour des enjeux sociaux, économiques et territoriaux.

Entre commémoration des luttes passées et inquiétudes face aux évolutions actuelles, les discours ont mis en lumière des revendications convergentes autour de la défense du travail, des services publics et de la solidarité.

« Nous nous rassemblons autour d'une valeur essentielle, celle du travail. Le travail comme dignité, comme émancipation et comme moteur de solidarité », débute le bourgmestre, Jacques Gobert (PS).

« BESOIN DE MOYENS »

Au-delà de la tradition, la portée symbolique du 1er mai est d'emblée évoquée. « C'est un rappel des combats menés par celles et ceux qui, avant nous, ont obtenu des droits fondamentaux, des salaires décents, des conditions de travail humaines et la sécurité sociale. Mais aujourd'hui, le combat



Jacques Gobert. © L.H.

travaillent, entreprennent, s'engagent. Nos villes font face à des défis. Ce sont le reflet d'une réalité sociale que nous affrontons avec responsabilité », poursuit-il avant d'ajouter demander du respect et de la cohérence : « Ce que nous refusons, c'est la stigmatisation. Quand on affaiblit les villes, c'est toute la Wallonie qu'on affaiblit. Les villes ont besoin de moyens à la hauteur de leur niveau, de partenaires, et d'une vision régionale qui reconnaît leur rôle

central ».

Ahmed Ryadi, secrétaire régional de la FGTB Centre, prend ensuite la parole rappelant que : « Les droits ne sont jamais acquis, soit ils avancent, soit ils reculent. En tant qu'organisation syndicale, parti socialiste et progressiste, nous avons le devoir de les faire évoluer et de nous battre ».

DÉTRESSE DES TRAVAILLEURS

Le secrétaire régional rappelle la forte mobilisation qui s'est enclenchée suite aux élections, en fin 2024 : « Nous avons affaire au gouvernement le plus à droite que nous n'avons jamais connu depuis l'après-guerre (...) De toute ma carrière syndicale, jamais je n'ai connu une telle séquence d'actions. Notre mouvement est vivant et fort, parce que légitime. Nous dénonçons les attaques contre l'index sans concertation, la remise en cause des pensions, la flexibilisation du travail et les inégalités qui touchent de manière



Ahmed Ryadi. © L.H.

scandaleuse les femmes ». Néanmoins, le sentiment d'injustice persiste : « Ce gouvernement est sourd à la détresse des travailleurs. Il veut nous imposer une précarité généralisée sans limite, élargissant encore les flexis jobs à l'ensemble des secteurs ». Et d'aborder également les exclusions du chômage : « Nous le disons avec force et vigueur, ce n'est pas en excluant les chômeurs que l'on crée de l'emploi ». Ahmed Ryadi a également plaidé pour des

emplois de qualité, une fiscalité plus équitable et le maintien des services publics accessibles.

SANTÉ ACCESSIBLE

Xavier Dupont, Président de Solidaris Centre, Charleroi et Soignies, a abordé la question de la santé sous l'angle du financement et de l'accessibilité. Dénonçant les effets de « politiques d'austérité », il estime que celles-ci fragilisent le système de soins et favorisent une médecine à plusieurs vitesses. « C'est la logique du marché qui avance, c'est la solidarité qui recule. Mais la santé n'est pas une marchandise ».

La dernière prise de parole revient à Laurence Zanchetta, présidente de la fédération socialiste du Centre, qui parcourt l'ensemble des thématiques avant de conclure : « Je remercie les militants, toujours fidèles au poste. Vous êtes notre socle, notre force et notre avenir ! » ■



continue », dit le bourgmestre.

Sur les inégalités territoriales, Jacques Gobert mentionne une vision jugée réductrice des grandes villes, souvent pointées du doigt pour leurs difficultés sociales. « Elles sont caricaturées, La Louvière y compris. On les réduit à des chiffres, à des problèmes, à des clichés, pourtant ces villes sont des moteurs ».

Moteurs en matière d'emploi, d'innovation et de cohésion sociale : « Chaque jour, des milliers de citoyens se lèvent,



« On réduit les grandes villes à des chiffres, à des problèmes, à des clichés, pourtant ce sont des moteurs », affirme Jacques Gobert. © L.H.

« On met 34 milliards dans l'armement, mais pour les jeunes, il ne reste que des miettes »

En cette journée de lutte pour les droits des travailleurs, le PTB s'est rassemblé sur la place communale de La Louvière. Les prises de parole étaient notamment axées sur la paix et la jeunesse ainsi que sur l'appel à la mobilisation.

Laurine Hanquet

C'est sous un soleil radieux que le PTB s'est rassemblé sur la place Communale à La Louvière en ce 1er mai. Plusieurs prises de parole se sont succédé dans une ambiance mêlant revendications sociales et moment festif. Première à intervenir, Amandine Pavet a insisté sur l'héritage local des mobilisations contre la militarisation: « La Louvière a été la première ville belge de la paix, faisant suite à des mouvements ouvriers contre la militarisation... Comme aujourd'hui », affir-

mant que « ce dont on a besoin aujourd'hui, c'est de cette fraternité et de cette unité. On ne veut pas de leur guerre impérialiste ».

FESTIVALS « IMPAYABLES »

La question de la jeunesse a ensuite été au cœur de l'intervention de Joyce Mukanogoga, représentante du mouvement RedFox. Elle a dénoncé une dégradation des conditions de vie: « Les prix ne cessent d'augmenter: se payer à manger, aller au cinéma ou à un festival, c'est devenu impossible ». Dans le même temps, elle a critiqué les choix budgétaires du gou-

vernement, évoquant « 34 milliards d'euros dans l'armement » alors que « pour les jeunes, il ne reste rien du tout, des miettes ». Concernant les projets de service militaire volontaire, elle a mis en garde: « on ne dit pas que cela peut mener à des missions militaires après leur service d'un an ». Elle a enfin insisté sur la mobilisation croissante des jeunes, en Belgique et ailleurs en Europe: « Ils refusent d'être de la chair à canon et de servir les intérêts de quelques politiciens. Une autre société est possible, et elle dépend de nous ».



Les militants du PTB étaient rassemblés place Communale. © LH

Dernier intervenant, Benjamin Pestieau, secrétaire général adjoint du PTB, a élargi le propos aux politiques sociales et économiques. « Grâce au mouvement social, le gouvernement a déjà dû reculer sur plusieurs mesures », notamment en matière de pensions ou de

conditions de travail. Il a également dénoncé l'augmentation des dépenses militaires, estimant qu'« il y a de l'argent pour les pensions, pour l'enseignement, pour la transition climatique, mais il est utilisé pour détruire plutôt que pour construire ». ■

Les bibliothèques dévoilent une programmation riche

De mai à septembre, le Réseau louviérois de Lecture publique propose de nombreuses activités : rencontres, ateliers, conférences et stages pour tous les publics.

Le Réseau louviérois de Lecture publique lance une nouvelle programmation d'activités de mai à septembre 2026. Au cœur de cette offre, la bibliothèque provinciale Le Gazomètre accueillera un large éventail d'animations autour de la littérature, de l'actualité, des

arts, du numérique et du bien-être.

Parmi les moments forts, la période de blocus sera encadrée du 12 mai au 30 juin avec des espaces dédiés à l'étude et aux travaux de groupe.

Le Printemps des bibliothèques, organisé les 20, 21 et 22 mai, s'inscrit également dans cette programmation, avec une thématique axée sur le glamour. Du côté des plus jeunes, plusieurs ateliers liés au Prix



Pour tous les goûts. © Com

Versele sont prévus début mai pour différentes tranches d'âge, avec une participation active des enfants

autour de la lecture.

Des expositions se succéderont tout au long de la période, notamment jusqu'au 20 juin avec «L'intime et le territoire», puis en été avec «J'habite un livre».

L'Espace Public Numérique proposera aussi des permanences et des formations, dont des initiations à l'informatique et à l'intelligence artificielle en juillet et août. Le programme inclut également des rencontres d'auteurs entre mai et juin, des

conférences sur des thèmes variés, ainsi que des ateliers d'écriture et de création.

Des activités régulières comme les jeux d'échecs, les puzzles collectifs ou encore des séances de bibliothérapie sont aussi prévues, tout comme des stages pour adultes, adolescents et enfants.

L'ensemble de la programmation est disponible dans le quadrimestriel Bibliocontact, accessible en version papier et numérique. ■

La taxe sur les déchets ménagers augmente de 4% à Estinnes

La taxe sur les déchets ménagers va augmenter à Estinnes. Une décision liée à la hausse des coûts de collecte et de traitement, après plusieurs années sans augmentation.

JOHANNE TINCK

Lors du conseil communal d'Estinnes de lundi soir, la question de l'augmentation de la taxe sur les déchets ménagers a été abordée. « Notre décision s'inscrit dans un contexte de hausse continue des coûts liés à la collecte et au traitement des déchets. Beaucoup de communes ont dû en faire de même », a expliqué l'échevine des Finances, Delphine Deneufbourg (EMC, tendance Les Engagés).

Cette dernière a indiqué que l'augmentation significative concernait les coûts de collecte, de traitement, mais aussi des actions liées à la propreté publique. « Dans la pratique, à Estinnes, la hausse est estimée à 100.000€, a ajouté l'échevine des Finances. Il a finalement été décidé que la hausse globale de la taxe s'élèverait à environ 4%. « Cette augmentation a été jugée nécessaire pour maintenir un service de qualité, tout en respectant les obligations en matière de ges-

tion des déchets dont le coût-vérité ».

ANNÉES DE STABILITÉ

L'échevine a toutefois tenu à rappeler qu'aucune hausse de la taxe déchets n'avait été appliquée depuis 2020. « Cette année-là, la charge pour les citoyens avait même été réduite de manière significative. La situation actuelle marque donc un tournant après plusieurs années de stabilité », a-t-elle précisé. Les projections ont été réalisées sur base des données ob-



Le ramassage des déchets coûte plus cher. © Hygea

jectives.

« L'objectif affiché était clair : garantir la continuité du service tout en limitant autant que possible l'impact financier pour les citoyens »

RÉFORME EN DEUX VOLETS

La proposition adoptée repose sur un mécanisme en deux temps, pensé pour être le plus équitable possible : d'une part, une augmentation des tarifs est prévue pour les particuliers. La hausse moyenne sera contenue autour de 5% pour l'ensemble des ménages.

D'autre part, des nouveautés sont introduites : la mise en place d'un tarif de 200 € pour les activités économiques et les indépendants. « Cette mesure vise à répartir plus équitablement la charge », a indiqué Delphine Deneufbourg. Autre nouveauté : une nouvelle taxe de 50 € par lit pour les structures d'hébergement comme les maisons de repos. Afin d'atténuer l'impact de

cette réforme, plusieurs mesures ont été prévues dont une réduction de 50% pour les citoyens ou maisons d'accueil faisant appel à un opérateur privé pour la gestion de leurs déchets. Des allègements sont aussi prévus pour les indépendants à revenus modestes et des abattements pour les situations impliquant plusieurs activités économiques au sein d'un même foyer. Les exonérations ciblées pour les publics les plus précaires sont, quant à elles, maintenues. « Avec cette réforme, la commune entend trouver un équilibre entre contraintes budgétaires et justice sociale. L'objectif reste de garantir un service efficace et conforme aux normes, tout en répartissant l'effort de manière plus équitable entre les différents usagers », a conclu l'échevine. L'opposition a voté pour la taxe déchets pour le point concernant le coût vérité, mais s'est abstenue concernant l'autre. ■



À propos de votre testament...

La Fondation Papillon œuvre en faveur des enfants défavorisés, notamment ceux placés par décision du juge ou en situation d'abandon. Sa mission est de construire et développer des infrastructures adaptées afin de leur offrir un cadre de vie stable, sécurisant et bienveillant.

Les personnes qui souhaitent prolonger cet engagement peuvent désigner la Fondation Papillon dans leurs dispositions

LA PROMESSE DES 500 €, LE RETOUR DU PS AU POUVOIR ET LA SYMBOLIQUE DE LA MINE

Entre promesses contestées, retour offensif du PS et bataille symbolique autour de Bleigny-Mine, le 1er mai a mis en lumière des visions totalement opposées du travail et du pouvoir d'achat.

GUILLAUME PAVONCELLI

Le 1^{er} mai. Jour férié pour les uns marqué par l'offrande d'un muguet, journée politique pour les autres avec les discours toujours très scrutés de nos politiques. L'édition 2026 de cette « fête du travail » ne fait pas exception puisque MR, PS, PTB, le syndicat FGTB ou encore Vooruit en Flandre ont profité de l'occasion pour faire entendre leurs idées diamétralement opposées de cette journée.

Quid des 500 euros ? Sujet abordé aussi bien par les socialistes que les libéraux, le fameux différentiel entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas a refait parler de lui. Pour Paul Magnette, qui a pris la parole du côté de Charleroi, le bilan de l'Arizona est très sombre. Pour lui, les travailleurs sont les grands perdants : salaires comprimés,

né : le parti socialiste a tenu un discours offensif marqué par une volonté affichée de revenir au pouvoir en s'appuyant sur une critique globale de la politique actuelle. « Nous reviendrons plus grands et plus forts, et je vous le dis solennellement, tout ce que la droite a démolì, nous le reconstruirons et nous le reconstruirons en mieux »

”

« Ça tombe bien, je suis aussi le petit-fils d'un mineur »

Georges-Louis Bouchez

Réponse de son homologue libéral ? « En 14 mois, on n'a pas encore réussi à tout résoudre. Mais il en reste 36... ».

La bataille de la mine. Au-



Deux visions opposées © Belga image



sait ici Christie Morreale, NDLR), presque la larme à l'œil, a expliqué que son grand-père était mineur », a-t-il indiqué. « Eh bien, ça tombe bien, je suis aussi le petit-fils d'un mineur », s'est-il exclamé.

Malus pension pour le PTB. À Bruxelles, le PTB s'est, lui, concentré sur la réforme des pensions. Raoul Hedebouw a ainsi appelé certains partis de la majorité à ne pas voter le malus pension, espérant encore faire

détailler le texte. Le parti mise sur la mobilisation sociale lors de la manifestation du 12 mai prochain.

Journée de lutte. Du côté de Namur, la FGTB a rappelé que le 1^{er} mai demeurerait avant tout une journée de lutte.

Il « restera la fête des travailleurs et des travailleuses. Jamais la fête de l'emploi précaire et de ceux qui l'exploitent » ; a asséné le secrétaire général de la FGTB wallonne, Jean-François Tamel-

lini.

Trump en ligne de mire. En Flandre, Vooruit tenait son discours du 1^{er} mai. Prononcé par le ministre de la santé Frank Vandembroucke, il a clairement visé le président américain Donald Trump qualifié « d'adversaire de l'Europe ». « Trump déteste la manière dont nous collaborons en Europe et notre conception de la démocratie et de la solidarité », a décrit le ténor socialiste. ■

pensions rabotées, soins de santé sous pression. « On n'a jamais vu un gouvernement qui s'attaquait autant aux travailleurs », a-t-il martelé, assurant que les 500 euros promis « personne ne les verra ».

En face, Georges-Louis Bouchez a assumé et contre-attaqué. Pour le président du MR, cette différence de 500 euros sera bien réelle. « Cette réforme fiscale va rendre de l'argent tout en luttant contre les abus. Contrairement à nos opposants politiques, le MR n'est pas le parti de l'allocation sociale, mais le parti du travail », a-t-il soutenu devant ses militants à Blegny.

Le PS veut retrouver le pouvoir. C'est l'autre message à retenir de cette jour-

delà des discours, ce 1^{er} mai politique s'est aussi joué sur le terrain de la symbolique. Notamment sur la décision du MR d'organiser son événement à Blegny-Mine. Un choix largement critiqué par la gauche, notamment par Ahmed Laaouej puisque son père a travaillé sur le site minier durant 20 ans. « J'ai de Blegny le souvenir de travailleurs courageux, de corps brisés, d'accidents du travail, d'une chose qui semble ne rien évoquer à la droite »

Georges-Louis Bouchez a répliqué avec ironie, rappelant être lui aussi « le petit-fils d'un mineur ». « L'histoire de ce site, certains ont dit que ce n'était pas la nôtre. Une députée socialiste (il vi-

PAS DE DÉBORDEMENTS À BLEGNY-MINE, DE LA CASSE À BRUXELLES



Des panneaux publicitaires ont été cassés. © D.R.

On s'attendait à du grabuge du côté de Liège, il n'en a rien été. Sur recommandation des forces de l'ordre, le site de Blegny-Mine avait été totalement sécurisé pour le 1^{er} mai du MR. Suite aux incidents survenus en novembre dernier devant l'université de Liège lors de la venue du président du MR, les

autorités craignaient de nouveaux débordements de la part des antifas. Seulement voilà : aucun manifestant n'est venu à Blegny !

C'est à Bruxelles que des débordements sont survenus. Parti en milieu d'après-midi de la place Marie Janson, un cortège dit « révolutionnaire » a rapidement fait monter la tension. En traversant Saint-Gilles, notamment l'avenue Fonsny, des casseurs ont semé la pagaille. Atribus vandalisés, vitrines brisées, façades aspergées de peinture : les dégradations se sont multipliées sur leur passage. Des cibles jugées « capitalistes » ont été visées, comme des stations-service ou des panneaux publicitaires. L'entrée d'un bureau d'assurances a été fortement endommagée, tout comme un hôtel et un Proxy Delhaize du quartier. Le cortège a ensuite poursuivi sa progression vers la place du Jeu de Balle, laissant derrière lui une série de dégâts matériels qui contrastent fortement avec le calme observé à Liège. ■

Le gouvernement fédéral veut reprendre l'ensemble des réacteurs nucléaires belges détenus par Engie, avec l'objectif de relancer une partie du parc à l'arrêt.

PIERRE NIZET

L'annonce du gouvernement sur l'avenir du nucléaire en Belgique n'a pas vraiment surpris Damien Ernst. Pour l'expert en énergie, cette option s'imposait depuis longtemps. « C'était la seule solution : pérenniser le nucléaire en Belgique et reconstruire du nouveau nucléaire », résume-t-il.

Son idée est claire : regrouper les anciennes centrales, les équipes d'ingénierie et l'expertise nucléaire dans une société contrôlée par l'État. Objectif : sauver la filière existante et relancer de nouveaux projets. Selon lui, ce modèle devient possible parce qu'Engie veut désormais tourner définitivement la page du nucléaire belge. « Je ne pense pas que ça coûtera beaucoup à la Belgique. Peut-être même qu'Engie devra verser de l'argent ». Il rappelle qu'en l'absence de prolongation, les centrales n'ont aucune valeur puisqu'elles sont arrêtées. L'enjeu financier se situe aussi dans les provisions nucléaires, sur fond de contentieux de plusieurs milliards d'euros.

ET POURQUOI PAS... CHERTAL ?

L'expert compare aussi avec les accords passés : selon lui, les anciens deals négociés sous Marie-Christine Marghem étaient bien plus avantageux que l'accord conclu ensuite avec Engie sous Tinne Van der Straeten. « On parlait de 25 à 30 euros par mé-

gawattheure », contre « 85 à 90 euros » dans le deal Phoenix. Pour Damien Ernst, tout n'est pas perdu. Il estime que Tihange 1 peut encore être sauvé,



« Vous gardez tout. Vous continuez à construire de réolien et du photovoltaïque »

Damien Ernst
EXPERT ÉNERGIE SUDINFO

tout comme Tihange 3, déjà prolongé. Doel 1 et Doel 2 restent aussi envisageables, même si la probabilité lui paraît plus faible. En revanche, Tihange 2 et Doel 3 sont trop avancés dans leur démantèlement. Au total, il juge crédible de préserver environ 3 gigawatts, voire 4 gigawatts dans le scénario le plus favorable. Et il va plus loin : « Ils doivent relancer la construction de réacteurs nucléaires ». Pour les nouveaux projets, trois sites ressortent. D'abord Doel, où l'espace disponible est important. « Sur le site de Doel,

vous avez certainement de la place encore pour un ou deux réacteurs nucléaires », dit-il. À Tihange, la place est plus comptée, mais il resterait une marge pour de nouvelles unités. Damien Ernst évoque la possibilité d'y ajouter un ou deux réacteurs compacts.

Enfin, il cite Chertal, à Liège, comme une piste très sérieuse. « Le site est idéal pour moi », affirme-t-il. Selon ses calculs, l'ancien site sidérurgique pourrait

L'Arizona approuve ses mesures pour les flexi-jobs, le travail de nuit et le vapotage

Outre la question du nucléaire, ce jeudi a vu le Conseil des ministres approuver de nombreuses mesures. Il y a ainsi eu l'extension des **flexi-jobs** à tous les secteurs. Ce qui répond à la forte demande des employeurs et de celles et ceux qui souhaitent travailler plus pour gagner plus. L'interdiction de travailler en flexi-job dans une entreprise liée à son employeur est supprimée pour les salariés à temps plein, une mesure tenant compte des réalités du secteur Horeca. Le Parlement a également voté en séance plénière une série de réformes majeures du droit du travail. L'interdiction générale du **travail de nuit** est désormais supprimée dans tous les secteurs. Pour les secteurs

accueillir jusqu'à quatre réacteurs, soit potentiellement 5 à 6 gigawatts.

QUEL COÛT ?

Le prix dépendra de la technologie retenue et de la qualité du pilotage du projet. Damien Ernst cite les Coréens et leur APR1400 comme référence crédible, ainsi que les Français avec l'EPR2 et les Américains avec l'AP1000.

Son ordre de grandeur : « Il faut compter 6 milliards par gigawatt » pour un projet bien géré. Mais il insiste sur un point : le vrai facteur qui fait exploser les coûts, ce sont surtout les conditions de financement. « Si vous

allez avec des investisseurs privés qui demandent une rentabilité de 13 à 15 %, ça fait exploser les coûts ».

Pour Damien Ernst, le débat ne doit pas opposer nucléaire et renouvelable. « Vous gardez tout. Vous continuez à construire de l'éolien et du photovoltaïque ». Sa vision : sortir au maximum des énergies fossiles en combinant nucléaire, solaire et éolien. La Belgique consomme énormément d'énergie et la décarbonation exigera, selon lui, de tout développer en parallèle. Son cap est ambitieux : viser 8 à 10 gigawatts de nucléaire d'ici 2040. « Il est temps de corriger le tir », tranche-t-il. ■



Finis les arômes. © Istock

sures de protection spécifiques sont toutefois prévues pour cette catégorie.

Enfin, et ceci concerne la santé, a été approuvée une proposition de Frank Vandembroucke, visant à interdire les **arômes dans les cigarettes électroniques**, à l'exception de l'arôme de tabac et des cigarettes électroniques sans arômes, à partir du 1^{er} septembre 2028. ■

15 ANS

Quant à l'accès au **travail étudiant**, suite à un arrêté royal qui sera publié lundi, tous les jeunes à partir de 15 ans pourront en exercer un. Des me-

LES VRAIES RAISONS DE LA PLONGÉE DES FINANCES BELGES DANS LE ROUGE

MR et PS se renvoient la faute sur le dérapage budgétaire. Mais derrière les attaques, experts et politologues pointent une responsabilité collective et des choix politiques qui pèsent depuis des décennies.



SABRINA BERHIN
Journaliste

On ne compte même plus le nombre d'attaques du MR à l'encontre du PS, et inversement, pour s'accuser d'être mutuellement responsables de la situation budgétaire en Belgique, avec un déficit qui ne cesse d'augmenter. L'un des derniers épisodes en date ? Georges-Louis Bouchez (MR), qui réagissait à une critique de Pierre-Yves Dermagne (PS) sur les mesures d'aides de l'Arizona. « Aller plus loin aurait augmenté notre dette, tout comme vous l'avez fait sous le gouvernement Vivaldi... Nous sommes responsables ; vous, c'est tout le contraire. » Au PS, Ridouane

Chahid renvoie la balle : « Faut-il rappeler que Didier Reynders a occupé le ministère des Finances pendant



»
« Ces mesures font mal mais ne donnent pas les résultats escomptés »

Joseph Pagano
SPÉCIALISTE DES FINANCES PUBLIQUES

plus d'une décennie, de 1999 à 2011 ? »

Alors, la faute à qui ? Pour Joseph Pagano, spécialiste reconnu des finances publiques belges et professeur émérite à l'UMons, on peut difficilement nier que « des partis présents au pouvoir presque sans interruption portent une responsabilité plus lourde ». Mais imputer la faute à un parti plutôt qu'à un autre serait erroné. « La responsabilité est collective et ancienne », résume-t-il. « On a eu 101 gouvernements depuis que la

part, ont une part de responsabilité. »

DES ARBITRAGES

Caroline Sägesser, chercheuse au Centre de recherche et d'information sociopolitiques (CRISP), rappelle par ailleurs que les décisions sont prises en kern, « et doivent rencontrer l'approbation de l'ensemble des partis de la coalition ». Le PS et le MR ont, en outre, été plus d'une fois partenaires de la majorité, entre 1999 et 2014, et entre 2020 et 2024. « Sous ces coalitions, les arbitrages ont conduit à certaines baisses de recettes fiscales, mais aussi à des dépenses pour contenter leurs « cibles » électorales », rappelle le politologue Jean Faniel, directeur du CRISP.

Là où les partis ont failli, c'est probablement dans la manière de s'attaquer au problème. Pour être efficace, il faut agir non seulement sur les dépenses, mais aussi sur les recettes. Joseph Pagano reprend une image empruntée aux économistes américains : les finances publiques sont comme une paire de ciseaux. Avec une seule lame, on coupe mal. Or, c'est exactement ce à quoi l'on assiste aujourd'hui.



»
« Le gouvernement De Wever privilégie clairement la réduction des dépenses, et se refuse à envisager un relèvement significatif des recettes »

Caroline Sägesser,
CHERCHEUSE AU CRISP

catif des recettes », expose Caroline Sägesser. Plus globalement, le politologue Pascal Delwit a l'impression que « le niveau d'élaboration et d'expertise dans la confection des budgets est bien plus limité qu'auparavant ». Alors qu'il existe, pointe-t-il, une vieille règle qui « veut que, lorsqu'on confectionne un budget, il y ait un tiers de recettes, un tiers de dépenses en moins et un tiers d'un peu de tout ».

DES PRIORITÉS... POLITIQUES

Sur le papier, améliorer le déficit pourrait pourtant se faire relativement facilement. Joseph Pagano ne manque d'idées :

on augmente les impôts, on privatise certains actifs de la Belgique, on augmente la TVA... Et pour les dépenses, on ne dé-

ment massif dans l'armement et l'équipement militaire », pointent de concert Caroline Sägesser et Jean Faniel.

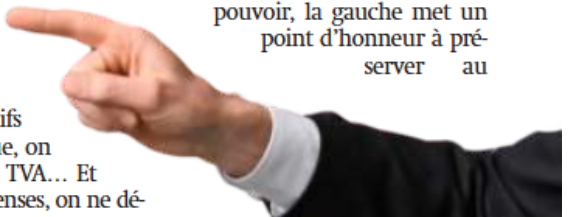
Les priorités politiques sont également très divergentes quand il s'agit de définir les personnes que l'on met à contribution pour réduire le déficit budgétaire. « Visions-nous tous les groupes sociaux ou les plus aisés ? », questionne Caroline Sägesser. « Les réponses divergentes expliquent les difficultés à mettre en œuvre cette politique. »

Pour le politologue Jean Faniel, ce sont les recettes qui posent principalement problème. « En 25 ans, nous avons eu des réformes fiscales qui ont amené les recettes de l'État belge », pointe-t-il. « La non-recette fiscale des voitures de société est aujourd'hui évaluée à 5 à 6 milliards d'euros par an. Le niveau de la fraude fiscale est exceptionnellement élevé. La privatisation de plusieurs secteurs a coupé des recettes importantes pour l'État. »

LE SYMBOLIQUE D'ABORD

Joseph Pagano confirme la tendance. « En termes de discours, c'est bien sûr plus facile d'expliquer qu'on va réduire les dépenses de l'État. Tout le monde considère que l'État dépense trop. »

Mais même là, on ne va pas assez loin. Quand elle est au pouvoir, la gauche met un point d'honneur à préserver au



Belgique existe. 101 gouvernements qui, quelque

« Le gouvernement De Wever privilégie clairement la réduction des dépenses, et se refuse à envisager un relèvement signifi-

cide pas d'augmenter les moyens alloués à la Défense, ou encore on ne décide pas d'octroyer 80 millions d'aides face à la flambée des prix de l'énergie.

Mais les priorités politiques compliquent la chose. Et même un parti comme la N-VA, qui « érige le redressement budgétaire en priorité absolue, s'active à opérer un investisse-

maximum les dépenses sociales. La droite, elle, est plus encline à agir. On le voit avec ce gouvernement et ses réformes du chômage ou des pensions. Par contre, Joseph Pagano reproche à ces mesures d'être plus symboliques que réellement efficaces. « Je comprends

que c'est difficile et qu'il faut réduire le déficit. Mais ce qui est extrêmement dérangeant, c'est que ces mesures font mal mais ne donnent pas du tout les résultats escomptés. Parce que, à nouveau, du côté des recettes, l'évolution est trop faible. »

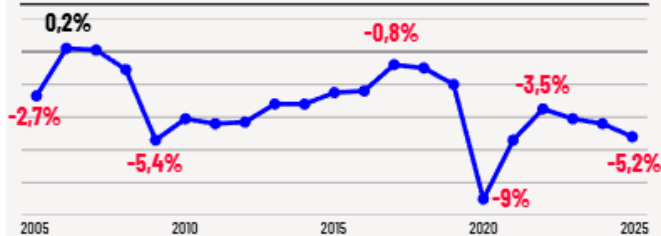
Joseph Pagano ne jette toutefois pas la pierre au monde politique et refuse une lecture trop simpliste. Il insiste sur la difficulté réelle de l'exercice : le XXI^e siècle a été marqué par des crises quasi permanentes,

financières, sanitaires, géopolitiques, énergétiques ou commerciales.

Le vieillissement démographique, le développement de nouvelles technologies ou de médicaments coûteux... Tout cela nécessite aussi des dépenses structurelles qui ne facilitent pas les choses, ajoute Caroline Sägesser. « C'est clairement au début du XXI^e siècle que la Belgique a manqué l'opportunité de réduire sa dette publique », regrette Pascal Delwit.

La situation budgétaire est multifactorielle. Finalement, tout le monde en est responsable et il n'est pas rare d'entendre des économistes, dont Bertrand Candelon, souligner que la population a, elle aussi, sa part de responsabilité. ■

L'ÉVOLUTION DE LA DETTE BELGE



ANNÉE	GOUVERNEMENT(S) AU POUVOIR	DÉFICIT (% DU PIB)
2005	Verhofstadt II	-2,7%
2006	Verhofstadt II	0,2%
2007	Verhofstadt II / III	0,1%
2008	Verhofstadt III / Leterme I	-1,1%
2009	Leterme I / Van Rompuy	-5,4%
2010	Van Rompuy / Leterme II	4,1%
2011	Leterme II / Di Rupo	-4,4%
2012	Di Rupo	-4,3%
2013	Di Rupo	-3,2%
2014	Di Rupo / Michel I	-3,2%
2015	Michel I	-2,5%
2016	Michel I	-2,4%
2017	Michel I	-0,8%
2018	Michel I / II	-1%
2019	Michel II	-2%
2020	Michel II / Wilmès	-9%
2021	Wilmès / De Croo	-5,4%
2022	De Croo	-3,5%
2023	De Croo	-4,1%
2024	De Croo	-4,4%
2025	De Wever	-5,2%

Le vrai problème de la dette

Quand on parle de situation budgétaire, on pointe toujours le déficit et la dette. Mais pour Joseph Pagano, professeur émérite d'économie et de finances publiques à l'UMons, il serait utile de s'intéresser plutôt au coût de la dette, c'est-à-dire aux charges d'intérêt payées

aux citoyens. Cet argent consacré aux intérêts — on passerait de 12,2 à près de 20,9 milliards d'euros d'ici 2030 — ne peut en effet pas être utilisé pour améliorer le fonctionnement de la justice, de la police ou encore pour réparer nos routes. « Pour moi, les plus grands travaux inutiles qu'on ait jamais faits dans toute l'histoire de la Belgique, c'est l'accumulation de la dette, qui se transforme en charges d'intérêt et que nous payons à des financiers belges et étrangers sans rien apporter d'utile aux citoyens. »

Les intérêts liés à la dette passeraient de 12,2 à près de 20,9 milliards d'euros d'ici 2030

chaque année, en pourcentage du PIB. « La Belgique a bien sûr une dette élevée, mais c'est un pays riche. Le risque de faillite est faible. En revanche, à chaque fois qu'on emprunte, il faut payer des intérêts. C'est ça, le problème. Parce que l'argent que l'on consacre aux intérêts, on ne peut pas l'utiliser pour faire des choses utiles. »

La dette, en soi, il ne la craint donc pas. En revanche, elle devient réellement problématique lorsqu'elle réduit les marges de manœuvre de l'État et l'empêche d'investir dans des politiques utiles

DE L'ARGENT QUI NE SERT À RIEN

Cet indicateur ne va pas non plus dans le bon sens, puisque les taux d'intérêt sont en hausse. « On est à 2,5 ou 3 %, ce ne sont pas les 10 % des années 1980. Cela reste donc relativement supportable. Néanmoins, si vous conjuguez cela à la hausse de la dette, le coût de la dette va augmenter dans les années qui viennent. Et même si l'on ne parle que de quelques pourcents du PIB, c'est trop élevé, parce que c'est de l'argent qui ne sert à rien. » ■

Nicola Belfiore invité-surprise du tour final avec Soignies ?

Sur la touche depuis l'été dernier en raison d'une rupture du ligament croisé, Nicola Belfiore est arrivé au bout de sa rééducation et n'exclut pas un retour imminent à la compétition, à quelques heures du match contre Néchin (dimanche à 18h00).



Reverra-t-on cette image dès ce dimanche ? © David Claes

CÉDRIC MARTIN

Est si la saison prolongée de Soignies permettait à Nicola Belfiore de retrouver le chemin de la compétition ? Le scénario n'est pas à exclure, même si l'intéressé aurait forcément préféré célébrer le titre dimanche à Néchin. « J'ai repris les entraîne-

liser alors que tout se passe bien depuis le début de saison. Dimanche encore, tout allait bien et ça aurait dû être 0-3 à la mi-temps. Mais on n'en met pas un alors que l'équipe jouait super bien. En seconde période, on a bien démarré mais Néchin a bien joué le coup en nous punissant deux fois en contres. »

maintenant. Mais si je peux aider en étant sur le terrain, c'est encore mieux, évidemment. Puis le fait d'être à nouveau dans le groupe peut, qui sait, apporter une atmosphère positive, un peu de fraîcheur. Si je peux aider les gars... »

Ce dimanche, en tout cas, il n'y aura pas besoin de long discours pour transcender l'équipe. « Il y aura une double motivation. Parce qu'on sera à la maison avec tout un public derrière nous et tout sera réuni pour avoir une belle revanche. Cela dit, malgré notre domination au dernier match, on n'aura pas des manchots en face. Il y a pas mal d'expérience du côté de Néchin, de l'agressivité parfois au-dessus de la norme... Mais on sera quand même content de les retrouver. »

IL A PROLONGÉ

Quelle que soit l'issue du tour final, Nicola Belfiore sera toujours sonégien la saison prochaine. « J'avais dit que je restais quoi qu'il arrivait. Je suis chez moi à Soignies, partir n'était pas du tout un objectif. J'ai été toutefois flatté de susciter de l'intérêt alors que j'étais blessé mais je finirai ma carrière ici. » ■

ments il y a deux semaines avec le groupe », nous dit l'attaquant de 35 ans, victime le 19 août dernier d'une rupture du ligament croisé antérieur du genou droit, lors d'un match de Coupe du Hainaut au Roeulx, et opéré le 23 septembre. « Je vais tout faire pour être opérationnel. Mais si je sens que ce n'est pas encore net dans les duels, je ne vais pas faire le malin. »

Les entraînements de la semaine auront en tout cas permis au joueur d'y voir plus clair sur ses sensations... et sur les intentions du coach. « J'ai déjà discuté avec lui et je lui ai dit que quoi qu'il arrive, je serais super-honnête par rapport à ça. Mais c'est aussi à lui de voir en fonction des besoins. Si le groupe est au complet, je ne veux pas le déstabi-

APPORTER AUTREMENT

Malgré cette défaite, Nico Belfiore est confiant alors que les Sonégiens ont hérité du même adversaire pour entamer le tour final de P1 Hainaut, mais à domicile cette fois. « De mon point de vue, si on démarre avec la même équipe chez nous, ça devrait aller, par rapport à ce que je viens de voir. »

Qu'il fasse partie de la sélection ou non, l'attaquant sera évidemment présent pour cette rencontre, dimanche à 18h00. « Depuis que j'ai repris la course, je suis de toute façon à chaque fois sur la feuille de match (NDLR : souvent en tant que « soigneur »), histoire d'aider l'équipe d'une autre façon. Et ça a plutôt bien marché jusqu'à

L'HEURE DE LA REVANCHE A DÉJÀ SONNÉ



Clin d'oeil du destin. © D.C.

Les têtes ont été fortement secouées après la défaite de Soignies sur la pelouse de Néchin (2-0). Bien que la fête du titre ait été gâchée, il a fallu tout de suite se remettre au travail pour Soignies, car la saison n'est pas encore terminée. « La nuit de dimanche à lundi a été très courte pour tout le monde. Mais depuis,

nous avons repris notre marche avant. La bonne nouvelle, c'est que nous recevons cette fois-ci. Nous aurons donc à cœur de jouer devant nos supporters », explique Sébastien Wouters.

Rejouer coup sur coup contre la même équipe n'est pas évident mais les Carriers savent désormais à quoi s'attendre. « On connaît la qualité de cette équipe, on sait à quoi s'en tenir. Mais le contexte sera bien différent. La pression sera répartie sur les épaules des deux équipes », conclut l'entraîneur sonégien.

La sélection : M. Janssens, Michiels, Paillot, Dubois, Seggour, Valcke, De Vuyst, Piret, Bouillet, Desmecht, Mukendi, Lebrun, Rousseau, Mszanecky, Crapez. ■

V.A.

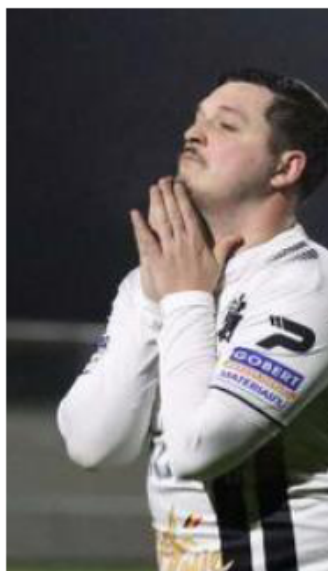
Soignies B joue sa survie

Situation complexe pour Soignies B, qui va devoir assurer sa survie en P3 lors de ce barrage contre Anvaing B. Fraîchement arrivé, Joshua Lanaro veut relever cette mission, pour le bien du club.

VINCENT ATTARDO

Tout le monde retient son souffle à Soignies. Alors que l'équipe première s'apprête à jouer une partie de son histoire, avec ce tour final pour accéder à la D3 ACFE, l'équipe réserve joue, quant à elle, sa survie au sein de la P3. En cette fin de saison compliquée, la mission a été confiée à Joshua Lanaro, qui était alors en charge des U19 du club. « J'ai été contacté par la direction, qui m'a demandé d'aider la P3. C'est quelque chose que j'ai immédiatement accepté. Je suis là pour réussir cette mission, car c'est un groupe qui a la qualité pour être en P3, voire plus haut ».

Le coach sonégien fait donc face à un challenge de taille. Car les jeunes carriers ont vécu une saison pleine de rebondissements. Ce barrage face à Anvaing B doit constituer une manière de mettre tout cela derrière eux. « L'équipe est très motivée. Nous voulons permettre au club de rester en P3, car ce serait le minimum vu la qualité du groupe », avance Jo-



Quitte ou double. © C.F.

shua Lanaro.

Toutefois, ce genre de rencontre peut engendrer de la pression, surtout pour de jeunes joueurs. C'est là que tout le travail du coach entre en jeu. Car ce dernier tient à relativiser cette situation et ne pense qu'à la victoire. « La pression fait partie du football. On veut rester en P3. Il y a eu plusieurs circonstances durant l'année qui ont fait que nous en sommes là, mais ça ne devait pas arriver. Et puis la pression sera pour les deux équipes, donc c'est celui qui la gèrera le mieux qui se sauvera », mentionne le coach sonégien. ■

Duel pour le titre entre Soignies et Ecaussinnes B



**Ecaussinnes B, champion de P3A,
va défilier Soignies (P3B). © D.N.**

Les champions de P3A et de P3B
s'affronteront pour l'honneur, ce
samedi (18h30) à Colfontaine.

Les Ecaussinnois, cham-
pions de P3A (photo), ren-
contreront les Sonégiens,
champions de P3B, ce samedi
à 18h30 sur terrain neutre à
Colfontaine. Les deux clubs
sont assurés de monter en P2,
encore qu'à Ecaussinnes, ce ne
sera pas vraiment le cas dans
la mesure où la P2 et la P3 fu-
sionnent. Le vainqueur de ce
duel honorifique sera sacré
champion P3, une cerise sur le
gâteau en quelque sorte. ■

D.N.

LE SOIR

MR - PS, un 1^{er} mai en miroir

Socialistes et libéraux se sont livrés à des escarmouches entre Blégny et Charleroi. Des attaques et réponses qui portaient souvent sur les mêmes thèmes, comme si les discours s'étaient construits en vis-à-vis. Miroir, mon beau miroir, dis-moi qui défend le mieux le travail.

REPORTAGE

PASCAL LORENT
STÉPHANE VANDE VELDE

Le ciel est bleu sur Blégny en cette journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs. Et pas un « antifa » à l'horizon pour perturber le 1^{er} mai d'un MR qui a pris possession d'un lieu hautement symbolique : l'ancien site minier reconverti en lieu de mémoire du passé charbonnier de la Wallonie. A 1,5 km de là, un périmètre de sécurité est mis en place et les policiers contrôlent les arrivants sans que cela ne génère d'incident.

Cet endroit, parlons-en, justement. Le PS, nargué sur ses propres symboles, ne digère pas la pilule. « Savent-ils seulement, alors qu'ils transforment cette mine en théâtre d'incantations libérales, qu'une génération d'hommes y a laissé ses poumons pour enrichir les patrons de l'époque ? Savent-ils que



étendu les flexijobs à tous les secteurs, plafonné les préavis à 53 semaines, réinstauré la clause de six mois d'essai et

Paul Magnette (PS) a livré son discours du 1^{er} mai depuis son fief carolo, quand Georges-Louis Bouchez (MR) a choisi l'ancien site minier de Brégny.

des hommes et des femmes y ont mené des grèves pour acquérir des droits qu'ils s'apprêtent à retirer à leurs petits-enfants?», lâche Thomas Dermine, le bourgmestre de Charleroi. Contrairement au MR, le PS a opté pour des manifestations dans tout le pays, chaque ténor restant dans sa région. Le président Paul Magnette avait choisi pour sa part son fief carolo pour son discours national.

Si le Mouvement réformateur entend célébrer cette date symbolique du salariat, c'est d'abord «son» travail qu'il entend fêter. Sur une estrade qui se prolonge d'une avant-scène venant s'imbriquer dans des gradins disposés en «U», David Clarinval se félicite d'avoir limité le chômage à deux ans,

diminué les cotisations sociales d'un milliard d'euros. «On a fait plus que cent ans de socialisme en termes d'emploi», estime le ministre fédéral de l'Emploi.

Le nucléaire et l'oubli

Pierre-Yves Jeholet, son homologue wallon, n'est pas en reste: réforme du Forem, des aides à l'emploi des APE... «Le travail doit toujours être plus attractif que l'inactivité et l'assistantat», clame-t-il avec ce style bien à lui. Et s'il est question de «justice sociale» dans son propos, c'est pour rappeler qu'elle implique «des droits mais aussi des devoirs» dont celui «de saisir les opportunités qui se présentent». Pour les entreprises, il propose «d'inciter et de responsabiliser au lieu de sanctionner, comme le veut la gauche car respecter le travail, c'est aussi respecter ceux qui le créent».

Tout ce que le MR défend, le PS le fustige, comme dans un miroir inversé. «Jamais on n'a vu de telles attaques contre les travailleurs qui ne verront jamais les 500 euros promis», dit Paul Magnette. «Contre les enfants qui perdent leur cantine gratuite, contre les enseignants qui doivent travailler plus et plus longtemps, contre les étudiants dont le minerval va augmenter, contre les pensionnés, les chômeurs. Jamais un tel démantèlement des droits n'a été constaté. Cumulant

© BELGA

toutes les peines, les femmes et les jeunes sont les premières victimes. Ce gouvernement n'aime pas les jeunes et les femmes et les sacrifie.» Thomas Dermine enfonce le clou: «Etre socialiste aujourd'hui, c'est clamer que la modernité ne sera jamais le retour au XIX^e siècle, celui du travail des adolescents ou de l'obligation de combiner plusieurs boulots instables pour avoir une vie digne.»

«C'est la faillite sociale organisée»

A Blégny, Georges-Louis Bouchez use des symboles. Non content d'avoir fait main basse sur le passé ouvrier de la Wallonie en installant la célébration libérale du travail dans un ancien charbonnage, il invite un ancien mineur de 84 ans sur scène. Dans la foulée de cette ancienne «gueule noire», le président du MR dénonce le catastrophisme, le négativisme et le misérabilisme ambiant. «L'optimisme de la volonté, ce doit être le message des libéraux.» Et la croissance son objectif car elle est le seul moyen de financer les pensions et les autres budgets de l'Etat. «Nous allons déposer dans les prochaines semaines un *big deal* de la croissance dans les différents niveaux de pouvoir», annonce-t-il. Car c'est le



seul moyen de financer une transition qui doit libérer le pays de sa dépendance aux énergies fossiles.

En passant par le nucléaire : « Aujourd'hui, on doit inverser les erreurs stratégiques en matière d'énergie depuis 25 ans » (sic). Et peu importe si en affirmant cela, il exonère son parti – au pouvoir au fédéral depuis 27 ans, ayant validé toutes les décisions énergétiques, ayant même occupé le portefeuille de l'Énergie de 2014 à 2019 (via Marie-Christine Marghem) – de toute responsabilité. Ce ne sera pas la première fois qu'il tente de faire oublier qu'il a occupé le pouvoir. Mais le PS, lui, a de la mémoire : « Cela fait 20 ans que les libéraux tiennent les manettes du budget fédéral. Ils nous accusent de tous les maux, mais regardez où leur politique nous mène. C'est la faillite sociale organisée », lâche Thomas Dermine. Dans une salle surchauffée, il ajoute : « Ils ont réussi à faire croire que nous étions responsables de tout. On allait voir ce qu'on allait voir avec le PS, enfin, en dehors du gouvernement. » Quant à Ludivine Dendonder, elle ne mâche pas ses mots, traitant « ceux qui se voulaient ingénieurs », « d'amateurs et d'imposeurs ». Et Magnette de conclure : « Si les caisses sont vides, c'est d'abord et avant tout à cause de la droite. »

« Moins d'Etat »

Pour répondre à Paul Magnette, le président du MR attaque la question du pouvoir d'achat. « Ce n'est pas qu'une promesse de campagne », assure-t-il. Et de citer la réduction des droits d'enregistrement sur le premier immeuble, des droits de succession et l'augmentation des heures supplémentaires défiscalisées. Les 500 euros de plus pour ceux qui travaillent ? « Le PS a trouvé un slogan. Mais ceux qui n'ont pas fait mieux que nous au cours des cinquante dernières années seraient bien avisés d'avoir un peu de patience. » Cette promesse sera tenue avec la réforme fiscale qui arrivera

de structures politiques et administratives, on ne distribue pas des chèques, on ne triche pas sur la maladie ». Pour enchaîner : « Nous voulons moins d'Etat et plus de pouvoir d'achat. Et moins d'Etat, c'est lutter contre les abus en matière de politique sociale, chez les malades. » Les socialistes sont loin d'en être convaincus : « Avec cette politique absurde, ils doublent le déficit et font exploser la dette, la croissance est en berne, il n'y a jamais eu autant de faillites et le taux de chômage repart à la hausse. La Belgique est devenue l'homme malade de l'Europe », clame Paul Magnette.

Les syndicats, les mutuelles...

Et Pablo

En attendant, Georges-Louis Bouchez trace son sillon, affûte ses thèmes, dresse ses cibles, toujours les mêmes : « Il faut arrêter de faire croire aux gens que leur bien-être passe par des structures qui permettent aux partis, aux syndicats, aux mutuelles de prospérer. Le chômage, c'est le *business model* des syndicats ; la maladie, celui des mutuelles. » Le PS reçoit aussi sa part, son président en tête, rebaptisé « Pablo de Charleroi » pour ses références à l'action du gouvernement socialiste espagnol. « Quand on met sa ville en faillite, quelle est la légitimité de donner des leçons ? », attaque encore Bouchez.

Paul Magnette appréciera. Et répond, se disant défenseur « des syndicats ignorés et méprisés », « du monde associatif, de la presse libre, de la justice, du monde de la culture et de la recherche, des mutuelles ». Et comme contre-écho à Blégny, il défend l'Espagne de Sanchez « qui a créé deux millions d'emplois, fait baisser le prix de l'électricité de 40 %, augmenté les bas salaires et les basses pensions, qui a fait contribuer les ultrariches et les multinationales ». Il se veut force d'alternative, « de contre-propositions », et promet « de revenir ». « Tout ce qu'ils ont démoli, nous le reconstrui-

bientôt au Parlement, garantit-il.

Voilà pour le pouvoir d'achat. Vient le budget. Pour le président du MR, les dépenses publiques représentent 55 % du PIB en Belgique. « Pour quels résultats ? », interroge-t-il en dénonçant tel un opposant l'état des routes, de l'école, de la justice. Et de vanter le modèle des Pays-Bas « où on a moins

rons. » Doit-on lui rappeler qu'en janvier, il avait pourtant dit que ce serait très compliqué de détricoter la réforme du chômage ? Mais ça ne l'arrête pas. Et d'annoncer « sa première mesure » en cas de retour au pouvoir : « Nous rétablirons les repas gratuits dans les écoles, parce que tout enfant a le droit de manger à sa faim. »

Le PTB sur tous les fronts

Place Anneessens à Bruxelles, où le PTB s'est rassemblé en ce 1^{er} mai, la foule est parsemée d'affiches « Stop Trump wars » ou « Pas touche à nos pensions ». La réforme des pensions, instaurant ce fameux malus en cas de départ à la retraite avant l'âge légal sans carrière suffisante, a été votée dans la semaine en commission du Parlement. Reste donc le vote en assemblée. Pour le président du parti, Raoul Hedebouw, il

est encore temps de faire capoter cette réforme. Dans son viseur : Vooruit, l'unique parti socialiste présent dans la majorité, mais aussi les chrétiens-démocrates et centristes du CD&V et des Engagés. « Le mouvement social peut peser sur ces partis », assure-t-il, appelant tous les militants à rejoindre la manifestation nationale du 12 mai. La réforme « sera sans doute votée dans deux semaines. On dit au CD&V, à Vooruit, aux Engagés :

ne votez pas cette réforme ! (...) Si vous la votez, vous avez menti dans vos programmes ! » L'autre combat du jour, ce sont les « guerres de Trump ». L'Europe « doit arrêter de le suivre aveuglément », suggère Raoul Hedebouw. « Ce n'est pas notre guerre », répète-t-il, en évoquant l'Iran mais aussi l'épisode des drones présumés liés à la Russie. Et de railler le ministre de la Défense et « l'affaire des drones ». « Le but est clairement de

faire peur aux gens », pour leur faire avaler les milliards ajoutés au budget de la Défense. Sur ce front, impossible de ne pas évoquer cette nouvelle défection dans les rangs pétébilistes, avec le départ de Yassine El Mahjoubi, élu communal à Mons. Des départs (et des critiques) vécus comme des « maux de croissance », selon le président du parti, mais qui n'inquiètent pas le président du parti.

PLT (AVEC BELGA)

Budget : le gouvernement assure maintenir le cap, malgré l'inflation

Un ajustement technique, plutôt qu'un nouveau bouleversement. Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) a procédé à l'adaptation de son budget 2026, marqué par une inflation plus élevée que prévu en raison de la guerre en Iran. Sans ajouter de nouveaux efforts d'économies après ceux décidés à l'automne dernier, principalement en enseignement, en culture et dans le secteur de la petite enfance, la majorité MR-Engagés veut maintenir sa trajectoire d'assainissement des finances publiques. Les nouvelles prévisions du Bureau fédéral du plan, intégrant les effets de l'intervention américaine en Iran sur les prix de l'énergie, ont conduit à revoir l'inflation à la hausse. Elle atteint désormais 3,2 % pour l'indice des prix à la consommation, contre 1,4 % initialement. Une évolution qui entraîne des conséquences directes, notamment l'augmentation de 2 % des salaires des enseignants et des fonctionnaires, déjà relevés en mars et appelés à augmenter encore en octobre 2026 puis en mars 2027.

Malgré ce contexte, le gouvernement Azur confirme les économies structurelles annoncées en octobre, visant un effort de 500 millions d'euros à l'horizon 2029. L'effort était dès le départ prévu sur plusieurs années, pour permettre aux différents secteurs de se préparer. C.H.N.

La Libre BELGIQUE

À Charleroi, le PS sonne l'heure de sa "Reconquista"



■ Depuis Charleroi et Blegny-Mine, PS et MR se sont affrontés à distance à l'occasion du 1^{er} mai. L'enjeu de cette "guerre du muguet": la reconquête de l'hégémonie dans le sud du pays.

Il y avait du soleil, mais pas de brise, ce vendredi 1^{er} mai à Charleroi. Et pourtant, les militants socialistes réunis pour la Fête du travail jureraient avoir senti le vent tourner. Sur la scène de l'Eden, Paul Magnette a égrené fiévreusement ce qu'il analyse comme un essoufflement de la droite radicale: le référendum constitutionnel perdu par Giorgia Meloni en Italie, la défaite de Victor Orban en Hongrie, etc.

Pour le président du PS, cette Fête du travail – qu'il compare volontiers à un "Noël socialiste" – doit incarner un pivot historique. Alors que Paul Magnette semble subjugué par le modèle espagnol de Pedro Sanchez qui "tient tête à Donald Trump", certains socialistes veulent voir dans ce 1^{er} mai le premier acte de la "Reconquista" socialiste.

"Nous reviendrons plus grands et plus forts. Je vous

"moins longtemps que ses participations dans des shows de télé-réalité".

Si muscler le discours est un classique du 1^{er} mai, le choix du MR d'organiser son rassemblement à Blegny-Mine, théâtre de la dernière catastrophe minière de Wallonie, a touché un nerf à vif, côté socialiste. Thomas Dermine a dénoncé la volonté des libéraux de transformer ce qu'il considère comme un "cimetière" ouvrier en un "lieu de brunch branché" où l'on "fait sauter des bouchons de champagne". Une démarche qualifiée "d'insulte indécente à l'histoire de la Wallonie".

Ludivine Dedonder, ancienne ministre de la Défense, a emboîté le pas avec une critique sans concession de la coalition Arizona et sa politique en matière de pension, d'emploi ou de malades de longues durées: "Les ingénieurs se sont avérés être des imposteurs et des amateurs."

Le PTB, l'éléphant dans la pièce

Après ce concert de critiques, Paul Magnette est apparu sur scène pour en rajouter une dernière couche au sujet de ce gouvernement accusé de ne "pas aimer les jeunes et les femmes".

"Si les caisses sont vides, c'est avant tout à cause de la droite", a ajouté Paul Magnette, pointant le long règne de Didier Reynders aux finances et le bilan de Charles Michel

"Jacqueline Galant ne sait pas compter jusqu'à dix."

le dis solennellement: tout ce que la droite a démoli, nous le reconstruirons en mieux”, a martelé le prési-

dent du PS, qui se voit déjà de retour au pouvoir.

Était-ce le beau soleil du 1^{er} mai? Toujours est-il que près de deux ans après le coup de bambou de la défaite électorale de 2024, les socialistes semblent avoir relevé la tête. Ce vendredi, les militants du PS ont mis autant d’entrain à applaudir leur président qu’à huer et insulter celui du MR.

Blegny-Mine et le “vol des valeurs”

Le déroulé de la matinée fut un crescendo bien orchestré: si Paul Magnette a gardé de la hauteur, Thomas Dermine et Ludivine Dedonder se sont chargés de chauffer la salle. Le bourgmestre de Charleroi a multiplié les attaques contre les élus libéraux. Il a d’abord ciblé Jacqueline Galant, estimant que la ministre wallonne n’avait aucune leçon à donner sur l’emploi alors qu’elle *“ne sait pas compter jusqu’à dix”*. Il a ensuite fustigé le ministre-Président wallon, Adrien Dolimont, accusé de vivre *“sur le dos de Charleroi”* et de mépriser les grandes villes. Quant à Georges-Louis Bouchez, ses promesses électorales ont tenu, selon Dermine,

Thomas Dermine (PS)
Bourgmestre de Charleroi

comme Premier ministre, avant de cibler l’action de Bart De Wever sur le plan budgétaire: *“Le déficit va*

doubler, la dette exploser, et pendant ce temps, il n’y a pas de croissance et on ne crée pas d’emplois.”

Paul Magnette, enfin, a tenté de décliner son propre contre-modèle, invoquant une fois de plus l’Espagne. En creux, l’enjeu pour le PS est de proposer une alternative crédible pour se différencier du PTB, véritable éléphant dans la pièce. Car si les élus socialistes se sont fait plaisir en invectivant les libéraux, aucune référence n’a été faite au parti de Raoul Hedebouw. Une façade d’unité utile lors du 1^{er} mai: les députés PTB Sofie Merckx et Germain Mugemangango se sont d’ailleurs joints aux militants PS pour un verre à la Maison des 8 heures après les discours.

Loin d’une “paix des braves”, il ne s’agit que d’une trêve tactique. Car pour le boulevard de l’Empereur, la menace reste rouge. *“Notre passage dans l’opposition met le PTB en difficulté”*, observe un ténor socialiste. *“Nos liens s’étaient distendus avec la FGTB, mais l’opposition a scellé une trêve. Pour le PTB, nous sommes difficiles à gérer: nous menons la même offensive de gauche, mais de manière plus structurée.”*

Adrien de Marneffe

BELGA

Après avoir chanté l’Internationale le poing levé, les élus socialistes ont clôturé leur meeting du 1^{er} mai à Charleroi en entonnant à tue-tête le chant de révolte italien “Bella Ciao”.

À Blegny-Mine, Georges-Louis Bouchez attaque frontalement le PS, “Pablo l’Espagnol” et “Christie qui a la larme à l’œil”...

Le choix du lieu accueillant la fête du 1^{er} mai du MR n’est jamais anodin. Il traduit par le symbole un message politique sous-jacent. Sous la présidence de Georges-Louis Bouchez, une tendance lourde se dégage : les libéraux souhaitent se montrer dans les villes et les régions considérées comme des forteresses de gauche. En 2022, le patron du MR avait choisi Herstal, bastion industriel liégeois ; en 2023, Molenbeek ; en 2024, juste avant les élections, c’était Mons, au cœur du Hainaut ; en 2025, Charleroi...

Et cette année ? Difficile de toucher davantage le prestigieux passé économique de la Wallonie : les militants et les élus libéraux se sont rassemblés sur l’ancien site minier de Blegny, au nord de Liège. Si les premières traces d’exploitation de la houille remontent au XV^e siècle, c’est en 1970 que la mine, dont certaines galeries plongent jusqu’à 500 mètres sous la terre, a atteint son apogée avec 700 travailleurs. Le charbonnage a toutefois cessé ses activités en 1980 et le site, devenu une attraction touristique, a été classé au patrimoine mondial de l’Unesco.

Un autre symbole fort : la commune de Blegny, après 47 ans de règne socialiste, a

libéraux dans leur choix du site de Blegny-Mine, “*symbole de la lutte ouvrière*”.

Ajoutant une couche de critique, le socialiste Ahmed Laaouej, ministre bruxellois, s’en est pris vendredi à “*la parade politique*” du MR sur le site minier où son père a travaillé durant 20 ans.

Depuis l’estrade, Georges-Louis Bouchez a ensuite assuré que le MR jouissait de toute sa légitimité dans ce genre de lieux de mémoire sociale. “*Venir d’un milieu populaire n’oblige pas à la lutte des classes. Au contraire, venir d’un milieu populaire, c’est avoir les valeurs du travail et de la responsabilité, ne pas se plaindre, lutter contre l’assistanat. À Blegny, les libéraux sont plus que jamais à leur place.*”

Un “Big Deal” de la croissance

Défendant le bilan du MR dans les différents gouvernements, le patron des libéraux a prôné le retour à l’expansion économique, promettant un “Big Deal” de la croissance que ses ministres défendront auprès de leurs collègues. Sans ce retour de la prospérité, il sera notamment impossible de payer l’augmentation du coût des pensions, a as-

“Venir d’un milieu populaire n’oblige pas à la lutte des classes.”

Georges-Louis Bouchez
Président du MR

suré “GLB”.

Fidèle à la ligne libérale classique,



un bourgmestre MR – Jérôme Cochart – depuis 2024. Le message subliminal adressé aux centaines de militants et de mandataires venus fêter le travail? La domination du PS n'est jamais une fatalité électorale.

Car la stratégie qui a permis à Georges-Louis Bouchez et à ses troupes de remporter une victoire historique aux derniers scrutins reste en vigueur: occuper le terrain dans les régions marquées par la gauche, imposer la présence libérale là où elle est moins évidente. Le MR est le vrai parti du travail et des travailleurs, et non le PS, souhaite faire comprendre le président libéral. Cette ligne doctrinale a un nom: la "droite populaire".

"Petit-fils de mineur"

D'ailleurs, dès les premiers mots de son discours au pied des anciens charbonnages, "GLB" n'a laissé aucun doute: ses adversaires sont les socialistes. *"Certains se sont offusqués de notre présence, en ce 1^{er} mai, sur le site de Blegny. Son histoire ne serait pas la nôtre. J'ai même vu une députée socialiste, presque la larme à l'œil, expliquer que son grand-père était mineur. Mais Christie (Morreale), moi aussi, je suis le petit-fils d'un mineur!"* Il y a une semaine, l'ancienne ministre wallonne PS avait dénoncé *"l'indécence morale"* des li-

Georges-Louis Bouchez a également réclamé des économies dans les dépenses publiques: *"Moins d'État pour plus de pouvoir d'achat! J'entends déjà la gauche qui va dire que l'on va être moins bien soigné, qu'il y aura moins de policiers, que les services publics seront moins accessibles. Mais ce n'est pas ça le 'moins d'État' que prône le MR: c'est lutter contre les abus en matière sociale, contre les faux malades... Le PS dit qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres. Je suis d'accord: il faut prendre à l'État et donner l'argent aux travailleurs et travailleuses."*

Magnette ciblé

Enfin, le président du MR a envoyé une flèche vers Paul Magnette, le président du PS, qui fêtait le 1^{er} mai au même moment à Charleroi, en raillant les propos enthousiastes de ce dernier à l'égard de l'action du gouvernement socialiste de Pedro Sanchez. *"Il va falloir l'appeler Pablo de Charleroi tant il est fan de l'Espagne. L'Espagne, ce pays où le salaire minimum est deux fois plus faible qu'en Belgique, ce pays où la corruption est partout dans le gouvernement. Cela doit rappeler des souvenirs à certains..."* À trois ans des élections, le 1^{er} mai libéral avait déjà des allures de meeting de campagne.

Frédéric Chardon

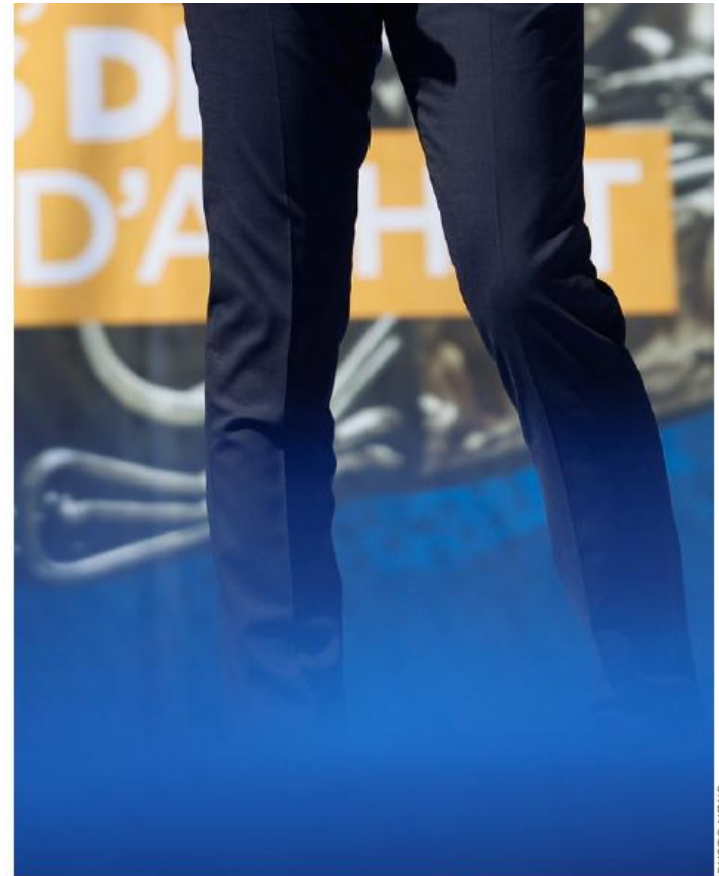


PHOTO NEWS

Le président du MR a envoyé une flèche vers Paul Magnette: *"Il va falloir l'appeler Pablo de Charleroi tant il est fan de l'Espagne."*

